

International Relations Quarterly, Vol. 1. No. 1. (Printemps 2010/1)

## La Hongrie et l'Europe de Sud-Est

TAMAS MAGYARICS

Après la Guerre Froide, le seul espace qui menaçait la stabilité et la sécurité de l'Europe était la partie sud-est du continent, plus précisément les Balkans. C'est seulement dans cette région que la désintégration de ces Etats créés artificiellement, a été suivie d'une violence considérable – à l'exception des événements dans les Etats du Caucase de l'ex- Union Soviétique. Quant à la Hongrie, les événements de l'ex-Yougoslavie méritaient une attention particulière. Les conflits armés et peu meurtriers déclenchés dans les pays avoisinants, touchaient les intérêts fondamentaux hongrois, à cause de la proximité géographique. De plus, la situation de la minorité hongroise s'élevant à des centaines de milliers de personnes, principalement en Voïvodine, angoissait la Hongrie dont la Constitution obligeait les gouvernements à prendre leur responsabilité auprès des minorités hongroises vivant dans les Etats voisins. Cependant le panorama historique n'est pas le sujet de cette introduction, mais il est nécessaire de mentionner que les gouvernements hongrois ont pris systématiquement position contre les Serbes, lors des conflits concernant des armes livrées à la Croatie mais aussi pour ce qui est de la participation de l'OTAN aux opérations contre le régime de Milosevic en 1999 et concernant l'indépendance du Kosovo. La politique étrangère hongroise devait être menée avec précaution, de telle sorte que la minorité de Voïvodine ne devienne pas « l'otage » de la politique de Belgrade. Il semblerait que cette politique de « balancement » ait bien réussi et nous donne un bon exemple d'un domaine dans lequel le consensus prédomine au sein des affaires de politique étrangère du pays.

Il y a au moins trois sphères dans lesquelles les politiques hongroises vis-à-vis de l'Europe du Sud- Est s'expriment. Tout d'abord, il faut mentionner l'intégration Euro-Atlantique. L'intérêt principal de la communauté atlantique est de créer une Europe unifiée, sûre et stable. Les Balkans de l'Ouest sont une des régions qui n'a pas encore été intégrée à la nouvelle Europe. Ce sont des pays qui dans certains cas ne sont membres d'aucune organisation de l'intégration euro- atlantique, quelques uns sont membres de l'OTAN ou susceptible de la rejoindre et d'autres sont membres à la fois de l'OTAN et de l'UE. Concernant les pays qui ne sont pas encore membres, les perspectives d'adhésion à l'UE ou à l'OTAN sont différentes ; à leur rencontre une politique différenciée doit être menée, les pays de cette région ne pouvant être regroupés. L'intérêt principal de la Hongrie est l'intégration la plus rapide et la plus complète des Balkans de l'Ouest dans la communauté Euro-Atlantique. Pour cela, Budapest doit donner tous les soutiens institutionnels et autres formes de subvention aux pays candidats de la région et doit faire de son mieux pour les aider à répondre aux critères d'adhésion. Ainsi la Hongrie a des intérêts particuliers dans ce processus : la défense des minorités qui doit être une priorité surtout en Serbie, ce qui passe par la mise en place notamment de Conseils Nationaux qui traduiraient une avancée dans le bon sens.

Le deuxième champ, évidemment, a trait à l'Europe Centrale au sens large. La Hongrie (à cause de sa position géopolitique) doit mener une politique régionale visant tous les espaces composant la région. A côté de la collaboration de Visegrád avec le Nord, la coopération de la région du « Petit-Danube » sous le gouvernement de M. Viktor Orbán (1998-2002) a ouvert de nouvelles perspectives vers l'Ouest (Autriche, Bavière et Baden-Württemberg), surtout dans les domaines de la culture, de l'éducation et de la recherche. Le Partenariat Régional constitue déjà un essai pour la coopération des V4 et de l'Autriche et de la Slovaquie. Le Conseil de Coopération Régionale (CCR) vise les Balkans de l'Ouest, de la même manière que l'Association de Coopération de l'Europe du Sud- Est (ACESE) dans une large mesure. L'Initiative Centrale Européenne (ICE) s'occupe bien entendu de l'Europe centrale et orientale, et la Hongrie est intéressée par une participation marginale dans la Coopération économique de la Mer Noire (OCEMN). Pour résumer, la Hongrie est située au milieu d'un réseau de coopération politique, économique, et sociale de grande envergure en Europe Centrale.

Cette position clé sera renforcée durant la présidence hongroise de l'Union Européenne en 2011, durant laquelle un des objectifs principaux sera la mise au point d'une stratégie dans la région du Danube. Il faudra bien entendu répondre à un grand nombre de questions avant de parler d'une politique cohérente concernant le Danube, telles que la navigabilité et la qualité de l'eau, qui touchent, d'ailleurs, des intérêts opposés. Fondamentalement, ce qui est en jeu, c'est le soulagement de la dépendance unilatérale à l'énergie de la région entière. Un des signes les plus visibles de cette dépendance, est le quasi monopole des pipelines de pétrole et de gaz, de l'est et de l'ouest ; une coopération nord-sud pourrait non seulement diversifier les sources d'approvisionnement (la Norvège, le Proche-Orient, l'Afrique du Nord) mais aussi rapprocher les pays des Balkans de l'Ouest et de l'Europe Centrale. Un autre domaine de la coopération énergétique possible concernerait la construction de terminaux de GNL (Gaz naturel liquéfié) en Croatie et en Pologne.

Le troisième domaine est incarné par les relations bilatérales. L'Europe du Sud- Est est une zone stratégique pour ce qui concerne les investissements directs à l'étranger de la Hongrie mais aussi pour le commerce extérieur, puisque Budapest doit faire face une constante compétition dans cette région, plus particulièrement de la part de l'Autriche. Les stratégies de la politique étrangère hongroise ont démontré la nécessité pour le pays de soutenir et augmenter l'activité économique et la présence de la Hongrie en Europe du Sud- Est avec l'aide de l'Etat si nécessaire. Bien que des démarches aient été entreprises dans ce domaine, la plupart des possibilités restent encore inexploitées.

La question des minorités hongroises apparaît aussi bien dans les relations bilatérales. Les forces politiques hongroises sont conscientes qu'il est indispensable d'aider les minorités hongroises à demeurer sur leur terre natale et à garantir la préservation de leur identité sous toutes ses formes (institutionnelle, éducative, culturelle). Paradoxalement, les dirigeants politiques de l'Europe du Sud- Est témoignent davantage d'une plus grande tolérance envers la question des minorités qu'auparavant. Après la dislocation de la Yougoslavie, ce furent les Serbes qui devinrent une minorité ethnique dans plusieurs Etats. Etant donné qu'une grande partie des Hongrois des Balkans de l'Ouest vivent sous des lois serbes, Belgrade applique une politique plus tolérante à leur égard, décision d'une part dû à la prise en compte de la Realpolitik, et d'autre part décision née de l'intention de créer un précédent, geste qui a aidé à rapprocher les deux Etats. En même temps, l'intégration européenne nécessite, parmi d'autres choses, l'adoption de certaines normes et critères que doivent accepter les dirigeants serbes. La Hongrie a l'opportunité d'accroître la coopération transfrontalière (en supprimant la demande de visas par exemple) ou en créant des macro- régions sur la base du principe de la cohésion territoriale. Les Etats du Sud- Est sont devenus plus ouverts à l'idée d'une certaine coopération dans des domaines spécifiques tels que la protection de l'environnement, l'éducation, etc. L'accord de Madrid (1980) soutient les initiatives de coopération frontalière entre les autorités locales, qui s'engagent par la signature de pactes inter- étatiques. Ainsi, la Hongrie a établi un Comité transfrontalier entre elle et la Slovénie et de manière similaire, un Forum de coordination régionale entre la Hongrie et la Croatie. Il n'y a pas de coopération bilatérale aussi institutionnalisée avec la Serbie et la Roumanie, mais des groupes intergouvernementaux interagissent dans les relations de ces pays.

Un signe de la prise en compte de la sécurité des intérêts hongrois dans la région, est illustré par la présence de troupes qui participent au maintien de la paix en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo et des groupes techniques spécialisés aident à la reconstruction en Bosnie. De plus des ONG hongroises sont aussi présentes en Europe du Sud- Est ; où elles apportent une aide à la reconstruction de la société civile mais aussi pour démocratiser les processus politiques (en observant les élections albanaises notamment). Finalement, les experts hongrois sont en train de prendre part à la création des principes d'une nouvelle Constitution Fédérale de l'Etat.

*Traduction de Sabira NACEL (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France)*

[see@southeast-europe.org](mailto:see@southeast-europe.org)  
[www.southeast-europe.org](http://www.southeast-europe.org)